



deutsche Version siehe unten

SOMMAIRE

* Séances avec le SPE

* Groupe T1 d'insertion

* CJD

* Séances avec le SASoc

* Assemblée des délégués IS

* CRIEC

* Banque alimentaire / Collectif dignité

A propos d'Insertion Fribourg – le travail du comité

4 séances du comité : 17.01 / 14.02 /18.04/20.06

1 rencontre avec le SPE : 26.03

3 rencontres avec la CJD : 27.02/26.03/21.05

3 rencontres avec le GT Transition 1 : 23.01/23.04/25.06

1 rencontre avec le SASoc annulée : 04.06 mais planifiée en septembre

1 workshop AIS : 24.03

5 Rencontres de la CRIEC : 31.01/26.03/16.04/16.05/05.06

1 AG: 23.05

Nos représentations :

Commission Romande d'Insertion par l'Economie (CRIEC)

COLLECTIF DIGNITE

BANQUE ALIMENTAIRE

CJD

INSERTION SUISSE



Séance avec le SPE du 26.03

Votre comité se réunit régulièrement avec le SPE pour un échange d'informations. Les thèmes abordés sont résumés ci-dessous :

Informations générales

- Chômage: Il y a eu une montée en puissance anormale depuis le mois de décembre dernier, ce qui a chargé les ORP. Retour à la normale assez rapidement.
- Les prévisions semestrielles du SECO ont été reçues. Il est annoncé une augmentation de 0.1 à 0.2 points de chômage, soit environ 300 à 400 DE de plus et cela n'aura pas un impact probant sur le budget à court terme. L'aspect saisonnier ; il devrait y avoir une légère tendance à la baisse jusqu'en juin.
- M. Dominique Dupré a décidé de ne pas reprendre sa fonction de Chef ORP Sud, M. Fabien Charrière (anciennement chef de groupe à Bulle) a été nommé au 1er mars. Mme Valérie Porchet, cheffe de groupe sera transférée au 1er mai de l'ORP SUD vers l'ORP Centre suite au départ de M. Victor Costa qui prend sa retraite. Deux nouveaux conseillers en personnel ont été nommés chefs de groupe : M. Philippe Dos Santos, Mme Fanny Bavaud.
- Le portail MMT: un nouveau portail est en préparation et sera orienté vers une solution web qui offrira également des outils à l'attention des fournisseurs. De plus le système PLASTA remplacera la fiche PET actuelle et permettra des objectifs plus détaillés. Au sujet des assignations, pas de grands changements, cela continuera à venir par mail cependant il faudra mettre en place certaines procédures afin de garantir la LPD. L'idée est de ne plus faire le travail à double et de simplifier le processus. PLASTA lorsqu'il sera amélioré sera l'outil central. L'objectif d'introduction est prévu début 2025.
- De plus en plus de conseillers se plaignent de rencontrer des DE ayant des soucis de santé importants, plus particulièrement des cas de soupçons d'addiction. Le SPE va mettre en place une procédure de travail avec marche à suivre ; elle est à bout touchant. Il est important de déterminer les manquements qui peuvent aboutir à une inaptitude au placement.
- Remerciements à M. Raphael Waeber du VAM, qui a accueilli le comité de surveillance de l'Assurance Chômage au mois de juin. Il y a eu une présentation de la CII, une présentation du SPE, une visite (secrétariat, gestion d'une inscription au chômage), repas à l'hôtel des Alpes.
- En ce qui concerne la réorganisation des ORP, M. Bonny, député, met la pression politique concernant le projet de fusion des ORP sur trois sites. Il faut relever que dans le canton de Fribourg, il y est difficile de trouver des locaux de plus de 1'000 m² libres. Actuellement les préfets recherchent également le contact afin de garantir un site sur leur district.

Stratégie / Vision 2030 du SPE :

Rien n'a bougé officiellement pour le moment. Le SECO va déployer toute une série de projets d'amélioration. Il va y avoir notamment un outil de Matching qui va être développé et intégré dans PLASTA. Les coordinateurs chômage vont avoir une séance en juin. Ils feront un état des lieux des projets à mettre en place. Hugues Sautière explique que le canton de Fribourg est déjà en ligne avec de nombreux axes.

Au niveau MMT, le SPE aura toujours la possibilité d'utiliser des mesures pour vérification d'aptitude, des mesures de contrôle même si les mesures de type coaching seront encouragées car offrant de bons résultats de placement.



Situation des commandes 2024 – commandes complémentaires :

Le chômage est un peu plus haut que prévu et l'on fait face à une plus grande demande au niveau des TRE ce qui engendre des listes d'attente. Des moyens supplémentaires ont été mis en place pour ramener le délai d'attente à un mois.

Investissements :

Le SPE va pouvoir débloquer les demandes d'investissements effectuées dans le cadre des budgets. Pour rappel, les demandes urgentes sont à soumettre à Marc Kaenzig et Frédérique Vial et que pour d'autres demandes, il faudra patienter d'ici le milieu de l'année.

Assurance accident 59D :

Pour les DE ponctuellement d'accord d'être en mesure sans indemnité, nous devons auparavant nous assurer qu'ils soient couverts en accident dans le cadre de leur assurance maladie. A ce jour et pour rappel, c'est à l'entreprise d'assurer les stagiaires, les organisateurs de mesure également en cas de DE en 59d.

Proposition d'annoncer la personne coûte que coûte en cas de doute à l'assurance. Une réflexion sera encore menée au sein de la coordination chômage.

Sondage concernant la foire des fournisseurs :

Le SPE indique que ce sont les chefs des ORP qui ont été sondés. Sans grand enthousiasme, les visites actuelles suffisent.

Le concept 2017 n'avait pas forcément atteint les objectifs prévus et il est compliqué de motiver les CEP à participer à ce genre d'évènement. Proposition de faire parvenir un concept pour 2025/2026 et le SPE étudiera la proposition tout en restant conscient que l'AI s'est déjà retirée et que plusieurs changements de personnes auront lieu tant au SPE qu'au SASoc.

Le SPE serait favorable à ce qu'il y ait plus de visites mais rappelle qu'il est déjà difficile de remplir toutes les sessions actuellement.

Pour information, en 2024 le SECO organise sa journée de présentation des mesures nationales sur le canton de Fribourg et les ORP se rendront à cette demi-journée.

Consultation sur la réduction du financement de l'assurance-chômage :

Le SPE explique que cela n'impacte que les modalités de financement du fonds fédéral, sans effet sur les plafonds budgétaires cantonaux.

Commission jeunes d'Insertion Fribourg

Retour sur la pérennisation du soutien de l'Etat aux mesures locales et bas seuil :

La session de février a été reportée en mars faute de temps. Malgré un travail soutenu, le projet de soutien n'aurait pas eu suffisamment de voix. M. Michellod, le député qui soutient la commission, a donc retiré le projet et a obtenu de M. Curty qu'il s'engage à maintenir le financement de 200'000 CHF pour les Mesures Locales Bas Seuil (MLBS). Il s'est également engagé à revoir les critères de financement, qui sont jugés trop restrictifs pour les mesures. M. Michellod remercie l'assemblée pour le soutien et se montre confiant pour la pérennisation du financement de ces mesures.

À la suite de cette demande au conseil d'Etat, une rencontre avec la CJD et un groupe de 4 personnes représentant la T1 (Adrien Oesch, Frédérique Tütsch, Pascal Pernet et Joel Gavin) a eu lieu. Il a été décidé qu'il y aura finalement un financement par mesure et non plus par participant. Un monitoring des jeunes qui passent



par ces mesures sera mis en place à des fins de statistique. M. Nydegger, président de la CJD, s'est engagé à inclure un budget de soutien aux MLBS en 2025.

Les membres de la T1 sont en attente du nouveau règlement pour fixer les modes de financement pour 2024, ainsi que de la confirmation du financement de 2025. Si le soutien est pérennisé, il faudra se questionner sur la base de quels critères de nouvelles mesures pourraient être reconnues et intégrées dans le catalogue car actuellement cela n'est pas le cas.

La suite du projet pourrait être impactée par les Etats Généraux de la jeunesse qui se dérouleront le 28 octobre 2024 à Grangeneuve avec comme thématique « les Regards croisés sur la jeunesse en situation complexe ».

Séance avec la CJD

Nous avons relu et adapté la proposition de nouveau règlement.

Il entrera en vigueur dès la validation du conseil d'état.

Il permet entre autre:

- une simplification des tâches administratives liées, tout en alimentant l'aspect statistique nécessaire
- une différenciation entre les mesures locales et les mesures bas seuil à rayonnement cantonal, ce qui induit un mode de financement différent
- les conditions de prise en charges sont élargies et simplifiées et la durée adaptée

Les fiches descriptives sont en cours d'adaptation avant transmission à la CJD.

Séance avec le SASoc

La séance a été annulée à la demande du SASoc. Une nouvelle séance a été replanifiée le 26.09.

CRIEC

Les membres de la CRIEC se sont rencontrés 4 fois pour organiser la journée d'étude du 16 mai sur le thème : L'insertion par l'économie : des dispositifs de collaboration gagnants-gagnants entre premier et deuxième marché du travail ?

Pour rappel, les objectifs de la CRIEC ont été repris selon la discussion faisant apparaître les mots clés suivants :

Promouvoir les échanges de pratique entre professionnel-les de Suisse romande en organisant des rencontres thématiques (en invitant si nécessaire des formateurs et formatrices).

Sensibiliser les décideurs politiques sur les enjeux actuels de l'insertion par l'économie. La CRIEC propose de rédiger un mini-rapport de synthèse en fin d'année civile à partir des considérations des membres. Un enjeu important pour les personnes présentes est de mettre en évidence certaines différences cantonales et pouvoir être source de proposition en ayant en arrière fond les pratiques des autres.

Participer aux réseaux internationaux sur l'insertion par l'économie (ENSIE, EMES, RIUSS, etc.). La CRIEC est déjà membre de certains de ces réseaux, mais il s'agirait de renforcer sa participation. Les membres présentes soulignent l'intérêt de poursuivre l'activité historique des visites d'institution (faites en Belgique ou au Canada).



Dynamiser les échanges entre Suisse allemande, romande et latine sur les entreprises sociales. Les membres présents soulignent l'intérêt de systématiser davantage les échanges avec la Suisse allemande, dans la mesure où la culture de l'insertion et les pratiques sont très différenciées.

Workshop AIS du 24.03

Un workshop avec la faitière qui a permis de cartographier ce qui devrait être maintenu ou réduit voire supprimé.

Ce qui doit être développé : Définir le rôle de la faitière - Lobbying, politique, organisation - Organiser des assemblées des délégués avec des thèmes - Meilleure communication - Organiser des échanges de pratique - Un service juridique - Un shared service

Ce qui doit être maintenu : Les commissions d'expert- CRIEC - Assemblée de délégués - Newsletter – Formations – LinkedIn

Ce qui doit être réduit : In Qualis

Ce qui doit être supprimé : S'immiscer dans l'organisation des régions - Centralisation au niveau de AIS - Parler de cotisation

Banque Alimentaire Fribourgeoise

En attendant la mise à disposition de notre local de stockage sur le site de la Poya, l'Association de la Banque Alimentaire Fribourgeoise a poursuivi son développement en organisant, en collaboration avec les banques alimentaires vaudoises et genevoises, le premier Samedi du partage en terres fribourgeoises. Cette vaste opération de solidarité menée dans 16 magasins du canton avec le soutien de 180 bénévoles a permis de récolter 27 tonnes de produits de première nécessité. L'ensemble de cette récolte sera trié et redistribué aux associations partenaires du canton.

A noter que la prochaine édition du Samedi du partage est prévue les 29 et 30 novembre 2024.

En cas d'intérêt des membres d'Insertion Fribourg, le coordinateur de l'association se tient à disposition (Christophe Koersgen, 079 725 72 67, christophe.koersgen@bafr.ch)

Collectif dignité Fribourg

En ce premier semestre de 2024, le Collectif Dignité Fribourg a concentré ses efforts sur le nouveau projet de loi sur l'aide sociale présenté par le Conseil d'État en novembre dernier. Un point crucial de ce projet est la question du remboursement de l'aide sociale, une obligation que Fribourg est le dernier canton romand à maintenir lorsque les bénéficiaires retrouvent une activité économique. Depuis sa création, cette question est au cœur des revendications de notre collectif ([lien Pétition](#)).



Durant ces mois, il a continué les contacts avec diverses associations partenaires, des groupes politiques et la commission ad hoc pour engager un dialogue constructif autour de cette problématique. Le Grand Conseil devra se prononcer sur ce point en septembre de cette année.

Celsa Hughes

Coordinatrice Collectif Dignité Fribourg

Mail : contact@dignite-fribourg.ch

Assemblée Générale du 23 mai

Après la partie statuaire qui a vu se dérouler le rapport du président, la vérification et l'approbation des comptes, les élections de la présidence, nous avons pu écouter Thomas Jammet, adjoint scientifique à la Haute école de travail social de Fribourg (HETS-FR/HES-SO) sur le thème de : « L'importance des compétences numériques de base dans l'accompagnement vers l'emploi » où seront présentés les résultats de l'étude exploratoire « Quel accompagnement vers l'insertion socio-professionnelle dans une société numérique ? Opportunités et défis pour les professionnel-le-s », menée entre 2021 et 2022.

Cette deuxième partie non statuaire a été suivie d'un apéritif.

Insertion Fribourg en bref

Insertion Fribourg est une association forte de 34 membres très active dans le monde de la réinsertion qui, par son approche, permet de créer et surtout d'entretenir des liens avec les principaux acteurs cantonaux et nationaux du monde de la réinsertion.

Les membres du comité se partagent différentes représentations auprès des acteurs que sont Le COPIL de la revue du dispositif des mesures LMMT jeunes, La commission des jeunes en difficulté d'insertion professionnelle, la Plateforme jeune T1, le collectif dignité, la banque alimentaire, l'observatoire des réalités sociales, la CRIEC et Insertion Suisse.

Comité

Après 3 ans à la tête de notre association, Monsieur André Bovigny a décidé de se retirer de la présidence et a le plaisir de transmettre le témoin à une coprésidence entre Formation-Conseil et VAM-Ritec représenté par Frédy Bobillier et Raphael Waeber.

Philippe Cotting, représentant de Reper depuis 2018 a atteint un âge respecté et fait valoir son droit à une retraite bien méritée après toutes ces années d'engagement à la cause de la jeunesse. Il sera remplacé par Mme Béatrice Kaeser, nouvelle directrice de Reper.

Le CPI, Mme Eveline Branders a souhaité se retirer du comité et sera remplacé par l'arrivée du CIS représenté par M. Nicolas Frein.

Membres

CTS Impuls a donné sa démission puisqu'ils ont cessé leur activité dans le canton.

Prochaine Newsletter décembre 2024

Une nouvelle rubrique sera introduite dans la NL de décembre, il s'agira des infos news des membres. Vous recevrez des informations en temps utile.



INHALT

* Sitzungen mit dem AMA

* IV

* CJD

* Sitzungen mit dem KSA

* Delegiertenversammlung AIS

* CRIEC

* Lebensmittelbank / Kollektiv für die Würde

Über Arbeitsintegration Freiburg

4 Vorstandssitzungen: 17.01/14.02 /18.04/20.06

1 Treffen mit dem AMA : 26/03

1 annullierte Treffen mit dem KSA 04/06

1 workshop Arbeitsintegration: 24/03

3 Treffen die CJD : 27.02/26.03/21.05

3 Treffen mit GT Transition 1 : 23.01/23.04/25.06

5 Treffen der CRIEC : 31.01/26.03/16.04/16.05/05.06

1 GV: 23.05

Unsere Vertretungen:

CRIEC (Commission Romande d'Insertion par l'Economie)

KOLLEKTIV FÜR DIE WÜRDE

FREIBURGER LEBENSMITTELBANK

CJD

ARBEITSINTEGRATION SCHWEIZ



Sitzung mit dem AMA vom 6. Juli 2023

Der Vorstand Arbeitsintegration FR trifft sich regelmässig mit der AMA zum Informationsaustausch. Die besprochenen Themen sind im Folgenden zusammengefasst:

Allgemeine Informationen

- Arbeitslosigkeit: Seit Dezember letzten Jahres gab es einen ungewöhnlichen Anstieg der Arbeitslosenzahlen, der die RAV belastet hat. Normalität kehrt relativ schnell wieder ein.
- Die halbjährlichen Prognosen des SECO sind eingegangen. Es wird ein Anstieg der Arbeitslosigkeit um 0,1 bis 0,2 Prozentpunkte angekündigt, was etwa 300 bis 400 Stellensuchenden mehr bedeutet und kurzfristig keine grossen Auswirkungen auf das Budget haben wird. Infolge des saisonalen Aspekts sollte es bis Juni einen leichten Abwärtstrend geben.
- Herr Dupré nahm seine Funktion als Leiter des RAV nicht wieder auf. Er wurde am 1. März durch Herrn Fabien Charrière (früherer Gruppenleiter in Bulle) ersetzt. Frau Valérie Porchet, Gruppenleiterin, wird am 1. Mai vom RAV SÜD zum RAV Zentrum wechseln, nachdem Herr Victor Costa in den Ruhestand geht. Zwei neue Personalberater wurden zu Gruppenleitern ernannt: Herr Philippe Dos Santos und Frau Fanny Bavaud.
- AMT-Portal: Ein neues Portal ist in Vorbereitung und wird auf eine webbasierte Lösung ausgerichtet sein, die auch Tools für Lieferanten bereitstellen wird. Darüber hinaus wird das PLASTA-System das derzeitige Fiche-PET ersetzen und detailliertere Zielvorgaben ermöglichen. Was die Vorladungen betrifft, so wird es keine grossen Veränderungen geben, sie werden weiterhin per E-Mail kommen, aber es müssen bestimmte Verfahren eingeführt werden, um das korrekte Funktionieren zu gewährleisten. Die Idee ist, keine doppelte Arbeit mehr zu machen und den Prozess zu vereinfachen. PLASTA wird, wenn es verbessert wird, das zentrale Werkzeug sein. Das Ziel der Einführung ist für Anfang 2025 vorgesehen.
- Immer mehr Berater klagen darüber, dass sie auf Stellensuchende mit erheblichen gesundheitlichen Sorgen treffen, insbesondere Fälle, in denen der Verdacht auf Sucht besteht. Die AMA wird ein Arbeitsverfahren mit einer klaren Vorgehensweise einführen; es steht kurz vor dem Abschluss. Es ist wichtig, die Probleme zu ermitteln, welche zu einer Vermittlungsunfähigkeit führen können.
- Dank an Raphael Waeber des VAM, welcher im Juni Gastgeber des Aufsichtsausschusses für die Arbeitslosen-versicherung sein wird. Es wird eine Präsentation der IIZ geben, eine Präsentation des AMA, eine Besichtigung (Sekretariat, Verwaltung einer Arbeitslosenmeldung), Mittagessen im Hotel des Alpes, die Arbeitssitzung findet am Nachmittag in einem Raum des VAM statt (mit einer Präsentation des VAM).
- In Bezug auf die Reorganisation der RAVs macht Abgeordneter Bonny politischen Druck bezüglich des Projekts, die RAVs an drei Standorten zusammenzulegen. Es ist zu beachten, dass es im Kanton Freiburg schwierig sei, freie Räumlichkeiten mit mehr als 1'000 m² zu finden. Derzeit suchen auch die Oberamtmänner den Kontakt, um einen Standort in ihrem Bezirk zu sichern.

Strategie / Vision 2030 des AMA :

Bisher hat sich offiziell noch nichts getan. Das SECO wird eine ganze Reihe von Verbesserungsprojekten umsetzen. Insbesondere wird ein "Matching"-Tool entwickelt und in PLASTA integriert werden. Die Koordinatoren für Arbeitslosigkeit werden im Juni eine Sitzung abhalten. Sie werden eine Bestandsaufnahme der zu implementierenden Projekte vornehmen. Hugue Sautiere erklärt, dass der Kanton Freiburg bereits mit vielen Achsen online ist.



Auf der Ebene der AMM wird die öffentliche Arbeitsverwaltung immer die Möglichkeit haben, Massnahmen zur Überprüfung der Eignung und Kontrollmassnahmen einzusetzen, auch wenn Massnahmen vom Typ Coaching gefördert werden, da sie gute Vermittlungsergebnisse bieten.

Auftragslage 2024 - Zusatzaufträge :

Die Arbeitslosigkeit ist etwas höher als erwartet und es gibt eine höhere Nachfrage nach Coachings und Kursen, was zu Wartelisten führt. Es wurden zusätzliche Mittel bereitgestellt, um die Wartezeit auf einen Monat zu verkürzen.

Investitionen:

Die AMA wird die im Rahmen der Budgets gestellten Investitionsanträge freigeben können. Zur Erinnerung: Dringende Anträge sind bei Marc Känzig und Frédérique Vial einzureichen, während andere Anträge bis Mitte des Jahres warten müssen.

Unfallversicherung 59D :

Bei denjenigen Stellensuchenden, welche sich bereit erklärt haben, ohne Entschädigung zu arbeiten, mussten wir zunächst sicherstellen, dass sie im Rahmen ihrer Krankenversicherung gegen Unfall versichert sind. Derzeit und zur Erinnerung: Es ist Aufgabe des Unternehmens, die Praktikanten zu versichern, die Organisatoren der Massnahme auch im Falle von 59d-AD.

Vorschlag, die Person im Zweifelsfall sicher bei der Versicherung anzumelden. Weitere Überlegungen werden innerhalb der Arbeitslosenkoordination angestellt.

Umfrage zur Lieferantenmesse :

Die AMA berichtet, dass die Leiter der RAVs befragt wurden. Aktuell reichen die derzeitigen Besuche aus. Das Konzept 2017 habe nicht unbedingt die geplanten Ziele erreicht und es sei kompliziert, die RAV-Berater zur Teilnahme an einer solchen Veranstaltung zu motivieren. Vorschlag, ein Konzept für 2025/2026 einzureichen, und das AMA werde den Vorschlag prüfen, wobei man sich bewusst sei, dass sich die IV bereits zurückgezogen habe und mehrere Personalwechsel sowohl beim AMA als auch beim KSA stattfinden würden. Die AMA würde es begrüssen, wenn es mehr Besuche gäbe, erinnert jedoch daran, dass es bereits jetzt schwierig ist, alle aktuellen Aufgaben zu erfüllen.

Zur Information: Im Jahr 2024 organisiert das SECO seinen Präsentationstag der nationalen Massnahmen im Kanton Freiburg und die RAV werden an diesem Halbtage teilnehmen. Details dazu sind noch offen.

Konsultation zur Kürzung der Finanzierung der Arbeitslosenversicherung:

Das AMA erklärt, dass sich dies nur auf die Finanzierungsmodalitäten des Bundesfonds auswirke und keine Auswirkungen auf die kantonalen Budgetplafonds habe.

Jugendkommission von Arbeitsintegration Freiburg

Rückkehr zur Nachhaltigkeit der staatlichen Unterstützung für lokale und niedrigschwellige Massnahmen:

Die Februarsitzung wurde aus Zeitgründen auf März verschoben. Trotz intensiver Arbeit hätte der Unterstützungsentwurf nicht genügend Stimmen erhalten. Der unterstützende Abgeordnete Michellod zog das Projekt daher zurück und erreichte, dass Herr Curty sich verpflichtete, die Finanzierung von 200.000 CHF für die niedrigschwelligen lokalen Massnahmen (MLBS) beizubehalten. Er verpflichtete sich auch, die Finanzierungskriterien zu überprüfen, da diese als zu restriktiv für die Massnahmen angesehen werden. Herr



Michellod dankte der Versammlung für die Unterstützung und zeigte sich zuversichtlich, dass die Finanzierung dieser Massnahmen dauerhaft gesichert werden kann.

Im Anschluss an diese Anfrage an den Staatsrat fand ein Treffen mit der CJD und einer Gruppe von vier Personen, die T1 vertraten (Adrien Oesch, Frédérique Tütsch, Pascal Pernet und Joel Gavin), statt. Es wurde beschlossen, dass es letztendlich eine Finanzierung pro Massnahme und nicht mehr pro Teilnehmer geben wird. Zu statistischen Zwecken wird ein Monitoring der Jugendlichen, die diese Massnahmen durchlaufen, eingeführt. Herr Nydegger, Vorsitzender der CJD, versprach, 2025 ein Budget zur Unterstützung der MLBS aufzunehmen.

Die Mitglieder von T1 warten auf die neue Verordnung zur Festlegung der Finanzierungsarten für 2024 sowie auf die Bestätigung der Finanzierung für 2025. Sollte die Unterstützung dauerhaft gesichert werden, müsste man sich fragen, auf der Grundlage welcher Kriterien neue Massnahmen anerkannt und in den Katalog aufgenommen werden könnten, da dies derzeit nicht der Fall ist.

Die Fortsetzung des Projekts könnte durch die Generalstände der Jugend beeinflusst werden, die am 28. Oktober 2024 in Grangeneuve mit dem Thema : "Regards croisés sur la jeunesse en situation complexe" (Gekreuzte Blicke auf die Jugend in komplexen Situationen) stattfindet.

Sitzungen mit CJD

Wir haben den Vorschlag für die neue Verordnung noch einmal gelesen und angepasst. Sie wird in Kraft treten, sobald sie vom Staatsrat genehmigt wurde.

Es ermöglicht unter anderem Folgendes:

- eine Vereinfachung der damit verbundenen administrativen Aufgaben, während gleichzeitig der notwendige statistische Aspekt gefördert wird.
- eine Unterscheidung zwischen lokalen Massnahmen und niederschwelligen Massnahmen mit kantonaler Ausstrahlung, was zu einer unterschiedlichen Finanzierungsart führt
- Die Bedingungen für die Kostenübernahme werden erweitert und vereinfacht und die Dauer angepasst.

Die Steckbriefe werden derzeit vor der Übermittlung an die CJD angepasst.

Sitzungen mit dem KSA

Die Sitzung wurde auf Wunsch des KSA abgesagt. Die Sitzung wurde auf den 26.09.24 von 9.00-10.30 Uhr neu geplant.

CRIEC

Die Mitglieder von CRIEC trafen sich viermal, um den Studientag am 16. Mai zum Thema: Wirtschaftliche Eingliederung: Win-Win-Systeme für die Zusammenarbeit zwischen dem ersten und zweiten Arbeitsmarkt zu organisieren.

Zur Erinnerung: Die Ziele von CRIEC wurden entsprechend der Diskussion übernommen, die folgende Schlüsselwörter erkennen ließ:



Förderung des Austauschs von Praktiken zwischen Fachleuten aus der Westschweiz durch die Organisation von thematischen Treffen (bei Bedarf Einladung von Ausbildern und Ausbilderinnen).

Sensibilisierung der politischen Entscheidungsträger für die aktuellen Herausforderungen der wirtschaftlichen Eingliederung. CRIEC schlägt vor, einen zusammenfassenden Kurzbericht zu verfassen, der am Ende des Kalenderjahres auf der Grundlage der Überlegungen der Mitglieder verfasst wird. Eine wichtige Herausforderung für die Anwesenden besteht darin, bestimmte kantonale Unterschiede aufzuzeigen und mit den Praktiken der anderen im Hintergrund als Quelle für Vorschläge dienen zu können.

Teilnahme an internationalen Netzwerken zur Eingliederung durch wirtschaftliche Betätigung (ENSIE, EMES, RIUSS usw.). CRIEC ist bereits Mitglied in einigen dieser Netzwerke, aber die Beteiligung sollte verstärkt werden. Die anwesenden Mitglieder betonten, dass es von Interesse sei, die historische Aktivität der Besuche von Institutionen (wie in Belgien oder Kanada) fortzusetzen.

Dynamisierung des Austauschs zwischen der deutschen, der französischen und der lateinischen Schweiz von Sozialunternehmen. Die anwesenden Mitglieder betonten, dass es von Interesse sei, den Austausch mit der Deutschschweiz stärker auszubauen, da die Kultur der Eingliederung und die Praktiken sehr unterschiedlich seien.

Workshop AIS (Arbeitsintegration Schweiz)

Ein Workshop mit dem Dachverband, bei dem dargestellt wurde, was beibehalten, reduziert oder sogar abgeschafft werden sollte.

Was entwickelt werden sollte : Die Rolle des Dachverbands definieren - Lobbyarbeit, Politik, Organisation - Delegiertenversammlungen mit Themen organisieren - Bessere Kommunikation - Austausch von Praktiken – organisieren - Eine Rechtsabteilung - Ein Shared Service

Was beibehalten werden sollte : Expertenkommissionen – CRIEC - Versammlung der Delegierten – Newsletter – Schulungen – LinkedIn

Was reduziert werden muss : In Qualis

Was abgeschafft werden muss: Einmischung in die Organisation der Regionen - Zentralisierung auf der Ebene von AIS - Über Mitgliedsbeiträge sprechen - Praktiken der anderen

Freiburger Lebensmittelbank

Bis zur Bereitstellung unseres Lagerraums auf dem Poya-Gelände setzte der Verein der Freiburger Lebensmittelbank ihre Entwicklung fort und organisierte in Zusammenarbeit mit den Lebensmittelbanken der Kantone Waadt und Genf den ersten Samstag des Teilens auf Freiburger Boden. Bei dieser breit angelegten Solidaritätsaktion, die in 16 Geschäften des Kantons mit der Unterstützung von 180 Freiwilligen durchgeführt wurde, kamen 27 Tonnen lebensnotwendige Produkte zusammen. Die gesamte Kollekte wird sortiert und an Partnerorganisationen im Kanton weiterverteilt.



Es sei darauf hingewiesen, dass die nächste Ausgabe des Samstages des Teilens für den 29. und 30. November 2024 geplant ist.

Bei Interesse von Mitgliedern von Arbeitsintegration Freiburg steht der Koordinator des Vereins zur Verfügung (Christophe Koersgen, 079 725 72 67, christophe.koersgen@bafr.ch).

Kollektiv für die Würde

In diesem ersten Halbjahr 2024 konzentrierte sich das Kollektiv für die Würde Freiburg auf den neuen Gesetzesentwurf über die Sozialhilfe, den der Staatsrat im November letzten Jahres vorgelegt hat. Ein entscheidender Punkt in diesem Entwurf ist die Frage der Rückerstattung der Sozialhilfe, eine Verpflichtung, die Freiburg als letzter Westschweizer Kanton beibehält, wenn die Empfänger wieder eine wirtschaftliche Tätigkeit aufnehmen. Seit ihrer Gründung steht diese Frage im Zentrum der Forderungen unseres Kollektivs.

In diesen Monaten haben wir die Kontakte mit verschiedenen Partnerverbänden, politischen Gruppen und der Ad-hoc-Kommission fortgesetzt, um einen konstruktiven Dialog über diese Problematik zu führen. Der Grosse Rat wird im September dieses Jahres darüber entscheiden müssen.

Celsa Hughes
Koordinatorin Collectif Dignité Fribourg
Mail: contact@dignite-fribourg.ch

GV 23.05

Nach dem statutarischen Teil, in dem der Bericht des Präsidenten, die Prüfung und Genehmigung der Konten und die Wahlen des Präsidiums stattfanden, konnten wir Thomas Jammet, Wissenschaftlicher Adjunkt an der Hochschule für Soziale Arbeit Freiburg (HETS-FR/HES-SO), zum Thema : " Die Bedeutung der digitalen Grundkompetenzen bei der Begleitung auf dem Weg zur Beschäftigung, wo die Ergebnisse der Sondierungsstudie "Welche Begleitung zur sozio-professionellen Eingliederung in einer digitalen Gesellschaft»? Chancen und Herausforderungen für Fachkräfte, die zwischen 2021 und 2022 durchgeführt wird, vorgestellt werden.

Im Anschluss an diesen zweiten, nicht-statutarischen Teil fand ein Aperitif statt.

Arbeitsintegration Freiburg und Organisation des Vorstandes

Arbeitsintegration Freiburg ist ein Verein mit 34 Mitgliedern, der in der Welt der Wiedereingliederung sehr aktiv ist und durch seinen Ansatz Verbindungen zu den wichtigsten kantonalen und nationalen Akteuren im Bereich der Wiedereingliederung herstellt und vor allem pflegt.

Die Vorstandsmitglieder teilen sich verschiedene Vertretungen bei den folgenden Akteuren: COPIL der Überprüfung des Dispositivs der AMT-Massnahmen für Jugendliche, Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung, Jugendplattform T1, Kollektiv für die Würde, Lebensmittelbank, Observatorium der sozialen Realitäten, CRIEC und Arbeitsintegration Schweiz.



Vorstand

Nach drei Jahren an der Spitze unseres Vereins hat Herr André Bovigny beschlossen, den Stab weiterzugeben und freut sich, diesen an ein Co-Präsidium zwischen Formation-Conseil und VAM-Ritec, vertreten durch Frédy Bobillier und Raphael Waeber, weiterzugeben.

Philippe Cotting, Vertreter von Reper seit 2018, hat ein respektables Alter erreicht und macht sein Recht auf einen wohlverdienten Ruhestand nach all diesen Jahren des Engagements für die Sache der Jugend geltend. Er wird von Frau Béatrice Kaeser, der neuen Direktorin von Reper, ersetzt.

Die CPI, Frau Eveline Branders hat den Wunsch geäußert, sich aus dem Vorstand zurückzuziehen und ist durch die Aufnahme des CIS, vertreten durch Herrn Nicolas Frein, ersetzt worden.

Mitglieder

CTS Impuls hat seinen Austritt erklärt, da sie ihre Tätigkeit im Kanton eingestellt haben.

Nächster Newsletter Dezember 2024

Wollen Sie in Zukunft den Newsletter weiterhin auf deutsch, dann bitte geben Sie uns dazu eine Rückmeldung auf info@insertionfribourg.ch. Ohne eine Antwort von Ihnen werden wir die Übersetzung ins Deutsche einstellen.

Ab der Dezember-NL wird eine neue Rubrik hinzugefügt. Es wird sich um einen Bereich für die News-Infos der Mitglieder handeln. Weitere Einzelheiten werden zu gegebener Zeit bekannt gegeben.